

LA C.G.T. DANS L'ENGRENAGE...

Le 24 octobre, le résultat des élections à peine connu, le bureau confédéral s'est réuni - l'*«Humanité»* du lendemain nous l'apprend - pour fixer la position de la C.G.T. devant la nouvelle situation politique. On ne prend pas de gants cette fois, on est sûr de soi et on ne daigne plus s'embarrasser de circonlocutions pour nous faire avaler la pilule amère. On a désigné une délégation qui s'est rendue, le 26, auprès du général de Gaulle pour participer à l'élaboration du programme gouvernemental.

Nous ne sommes plus assez naïfs pour nous étonner ou nous effaroucher de la nouvelle politique confédérale. Elle est la conclusion normale d'une évolution qui a pris naissance en 1914, et nous avons déjà dénoncé en Jouhaux l'individu néfaste dont la médiocrité redondante, la niaiserie satisfaite et l'ignorance prétentieuse font la personnification la plus authentique de cette longue période qui a vu le syndicalisme français se corrompre, se désagréger et finalement tomber en ruines.

Qu'on ne s'y méprenne pourtant pas: loin de nous la pensée - nous le répétons - d'expliquer la décomposition du syndicalisme par la personnalité somme toute assez mince (façon de parler, bien entendu!) du secrétaire général.

Dans une nation aux mœurs politiques profondément perverties, éclaboussée et souillée par les scandales financiers de la fin du siècle, Pelloutier et ses successeurs immédiats s'étaient attachés à provoquer une rupture, une scission totale et sans retour entre l'organisation ouvrière et un régime déshonoré par des politiciens sans foi et une bourgeoisie sans mœurs. Mais il fallait pour cela couper brutalement les ponts avec le parti socialiste, celui-ci étant considéré à juste titre comme l'agent corrupteur du mouvement ouvrier en raison de son rôle de trait d'union entre la classe ouvrière et le régime par le canal de la démocratie électorale.

Il est dur pour nous de devoir le reconnaître: le syndicalisme révolutionnaire a totalement échoué dans une tâche qui était peut-être au-dessus des forces humaines. La France, nation immensément riche, nation de bourgeois, donc de parvenus, offrait trop d'occasions tentatrices aux ambitieux, et à part quelques grandes villes, elle ne connaissait pas cette séparation violente et irrémédiable entre la bourgeoisie et le prolétariat, comme ce fut le cas chez celles qui plus tard se donnèrent à elles-mêmes, avec une apparence de raison, le nom de nations prolétaires. Paysannerie et classes moyennes l'emportaient de beaucoup sur les catégories sociales typiques de la production capitaliste. Il en résultait très souvent un mélange des classes et des intérêts, une «*symbiose*», voile derrière lequel le schéma marxiste de la lutte de classes n'apparaissait pas toujours avec netteté.

La démocratie parlementaire (ou pluto-démocratie) constituait alors (1) le régime politique le plus dispendieux. Il convenait parfaitement aux riches nations d'Occident: elles seules pouvaient sans grands dommages supporter les malversations et concussions d'effrontés démagogues et de politiciens sans scrupules, tandis que la monarchie et la dictature - systèmes politiques infiniment moins brillants et coûteux, malgré les apparences - convenaient aux nations pauvres, aux nations prolétaires de l'Est. La phase brillante du syndicalisme révolutionnaire ne devait pas dépasser 1908: la France était non seulement assez riche pour faire les frais de la démocratie politique, elle pouvait aussi s'offrir le luxe également coûteux d'une bureaucratie syndicale. La voie était ouverte pour Jouhaux et sa clique.

Les deux guerres sont passées par là. La nation riche est menacée de tomber au rang de nation prolétaire. Son capital anciennement accumulé est usé ou obéré. Oubliée dans le nouveau partage du monde, les sources nouvelles d'accumulation, comme le colonialisme lui sont de plus en plus refusées. La démocra-

(1) Je parle au passé. Elle a, en effet, bien peu de chances de revivre.

tie politique est en déclin, et dès l'entre-deux-guerres on a vu les Poincaré, Laval, Tardieu s'engager dans la voie des décrets-lois, lesquels ont pour conséquence nécessaire de rendre le parlementarisme inutile. Il y a plus grave: il semble même disparaître de nos mœurs politiques, comme paraît l'indiquer le scrutin du 21 octobre. L'opinion française y a manifesté son inclination à se cristalliser autour de trois grands partis. Or, on ne gouverne pas avec trois partis. On gouverne, d'une part, avec soit deux partis, l'un au pouvoir, l'autre dans l'opposition (parlementarisme à la mode anglaise) ou avec cent partis se combinant au gré des intérêts capitalistes qui mènent le jeu (parlementarisme à la mode française), ou, d'autre part, avec un seul parti: c'est le gouvernement aux moindres frais des nations pauvres, mais c'est le fascisme - ou le bolchevisme.

Aucun des trois partis ne paraît apte - et pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer ici - à devenir le parti unique. Actuellement toute autorité réside en la personne du général de Gaulle. Mais sur quoi s'appuiera-t-il?

Nous nous demandons alors si ce honteux combiné de pourriture réformiste et de corruption politique qu'est la bureaucratie syndicale cégétiste ne caresse pas en ce moment le rêve de devenir l'armature du nouvel État en gestation.

Et alors la lamentable loque que les communistes tolèrent provisoirement au secrétariat général pourrait soit s'incruster dans un des postes de commande (la Banque de France est bien tentante, et on semble en avoir beaucoup parlé au bureau confédéral du 24 octobre), soit disparaître, satisfaite d'avoir accompli jusqu'au bout son sinistre travail.

Bien que non signé, une mention manuscrite attribue, sur l'exemplaire consulté, cet article à Maurice JOYEUX.
